




Direction Générale des Services Techniques  
Direction de l'Eau  
Service Exploitation et Usagers  
PdR/Conventions/Arrêtés/arrêtés d'autorisation de  
rejet/DELTA3/envoi arrêté 2015

 Affaire suivie par :  
Céline DUPRE

☎ : 03/21/79/13/79  
✉ : 03/21/49/74/88  
[celine.dupre@agglo-henincarvin.fr](mailto:celine.dupre@agglo-henincarvin.fr)  
CD/NP/DEAS/2015/05/04/5

HENIN BEAUMONT, le

26 MAI 2015

**SYNDICAT MIXTE POUR LA PLATEFORME  
MULTIMODALE DE DOURGES**  
151, avenue du Président Hoover

**59555 LILLE CEDEX**

A l'Attention de Mme Cécile LOCQUEVILLE

**OBJET : Renouvellement de votre arrêté de rejet au réseau public d'assainissement**

**Madame,**

Veuillez trouver, ci-joint, l'arrêté d'autorisation de déversement de la plateforme multimodale de Dourges.

Je vous prie de croire, **Madame**, à l'expression de mes salutations distinguées.

**Le Conseiller Délégué à l'Eau  
et à l'Assainissement**

SYNDICAT MIXTE POUR LA PLATEFORME  
MULTIMODALE DE DOURGES  
Reçu le

01 JUIN 2015

2015-111

  
**Stanislas SMURAGA**

P.J. : 1

N° 95/309



Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin

## ARRÊTÉ

autorisant le déversement des eaux usées non domestiques de l'Etablissement DELTA 3 sur la Commune de Dourges dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin.

### LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN-CARVIN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier ses articles L.2224-7 à L.2224-12 ;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-1 à L.1331-10 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu le Règlement du Service d'Assainissement de la Communauté Agglomération Hénin-Carvin et en particulier son article 18 ;

Vu le règlement sanitaire départemental ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement Syndicat Mixte pour la plate forme multimodale de Dourges, domicilié en l'Hôtel de la Région 151 bd HOOVER – 59555 LILLE CEDEX et dont le siège social est Hôtel du Département – Rue Ferdinand buisson à ARRAS, est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées, issues des activités implantées sur le site de la plate forme multimodale et logistique de DOURGES DELTA 3, via un branchement dans le réseau de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin situé sur la ville d'Hénin-Beaumont.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

#### **A. Prescriptions générales**

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- b) Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- c) Être ramenées à une température inférieure ou égale à 30°C.
- d) Ne pas être diluées. En aucun cas cela ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs fixées par le présent arrêté.
- e) Répondre aux prescriptions de l'**annexe 1**.

#### **B. Prescriptions particulières**

L'Etablissement doit identifier les matières et substances générées de par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'Etablissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions mentionnées au présent arrêté.

L'Etablissement indique les installations de prétraitement / récupération mises en place à cet effet, et fournit à la Collectivité les preuves de la bonne élimination de ces déchets (Bordereaux de Suivi).

L'Etablissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement / récupération en bon état de fonctionnement.

L'Etablissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier, sur demande du Service de l'Assainissement, les conditions de récupération, de stockage et d'élimination de ces déchets (Bordereaux de suivi des Déchets, contrats d'entretien...). En aucun cas les produits récupérés ne doivent être rejetés au réseau public d'assainissement.

### Article 3 : REJETS ACCIDENTELS

Tout incident générateur de pollution accidentelle doit être immédiatement signalé aux services d'urgence ainsi qu'aux services communautaires (**Annexe 2**)

### Article 4 : DEGRADATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT OU DE LA QUALITE DES SOUS PRODUITS D'ASSAINISSEMENT

En cas de constat de dégradations du réseau public imputable à l'Etablissement du fait du non respect du présent arrêté, les frais de constat de dégâts et les réparations de ceux-ci seront entièrement à sa charge.

### Article 5 : FACTURATION ET REGLEMENTS

Le taux de la redevance d'assainissement appliqué sera celui perçu auprès des usagers du Service Public d'Assainissement et sera basé sur la consommation d'eau potable.

Le Délégué assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations dans le cadre de sa mission de délégation de service public.

### Article 6 : CONTROLE DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES

La Collectivité se réserve la possibilité de procéder à tout moment à des contrôles et à des prélèvements permettant de vérifier que les rejets dans le réseau d'assainissement public sont conformes aux prescriptions du présent arrêté.

Les frais correspondant à l'analyse des échantillons seront à la charge de l'Etablissement s'il s'avère que les résultats des analyses montrent une non-conformité des eaux usées autres que domestiques aux prescriptions de l'article 2.

L'Etablissement doit laisser aux agents de la Collectivité un libre accès au regard en limite de propriété.

### Article 7 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, par écrit, 2 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

### Article 8 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin.

Toute modification apportée par l'Etablissement, de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

#### Article 9 : EXECUTION

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa date d'affichage pour les tiers.

Fait à Hénin Beaumont, le 21 MAI 2015

Certifié exécutoire  
Après envoi en  
Sous Préfecture le 22 MAI 2015

Le Président de la Communauté  
d'Agglomération Hénin-Carvin

Jean-Pierre CORBISEZ



## **ANNEXE 1**

### **CONDITIONS PARTICULIERES D'ADMISSIBILITE DES EAUX USEES NON DOMESTIQUES ET DES EAUX PLUVIALES**

Avant rejet, les eaux usées non domestiques devront répondre aux prescriptions suivantes :

Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C).

#### **Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB<sub>05</sub>) : (NFT 90-103)**

Concentration maximale dans les eaux usées :	800 mg/l
Concentration maximale dans les eaux pluviales :	30 mg/l

#### **Demande chimique en oxygène (DCO) : (NFT 90-101)**

Concentration maximale dans les eaux usées :	2000 mg/l
Concentration maximale dans les eaux pluviales :	125 mg/l

#### **Matières en suspension (MeS) : (NFT 90-105)**

Concentration maximale dans les eaux usées :	600 mg/l
Concentration maximale dans les eaux pluviales :	35 mg/l

#### **Teneur en azote global : (NFT 90-110 / 012 / 013 / 015)**

Concentration maximale dans les eaux usées :	150 mg/l
Concentration maximale dans les eaux pluviales :	30 mg/l

#### **Teneur en phosphore : (NFT 90-023)**

Concentration maximale dans les eaux usées :	50 mg/l
Concentration maximale dans les eaux pluviales :	10 mg/l

### **Autres substances :**

Conformément à la réglementation en vigueur, les rejets doivent respecter les valeurs limites imposées par la législation et, entre autres, les concentrations maximales suivantes :

1. Indice phénols	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
2. Phénols	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
3. Chrome hexavalent	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
4. Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
5. Arsenic et composés (en As)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
6. Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
7. Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
8. Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
9. Nickel et composés (en Ni)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
10. Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
11. Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j
12. Etain et composés (en Sn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
13. Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
14. Composés organiques du chlore (en AOX)	5 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
15. Hydrocarbures totaux	10 mg/l
16. Fluor et composés (en F)	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
17. Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
18. Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l
19. Sélénium (en Se)	0,25 mg/l
20. Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (en sortie d'atelier et au rejet final et en flux et concentration cumulés) : <i>dans la limite des valeurs autorisées à l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif [...] aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</i>	
21. Sulfates	400 mg/l
22. Sulfures	1 mg/l
23. Nitrites	10 mg/l
24. Matières Grasses (Matières Extractibles au Solvant)	100 mg/l
25. Chlorures	500 mg/l
26. Métaux totaux	10 mg/l

## **ANNEXE 2**

### **Coordonnées des Correspondants à prévenir en cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement**

En cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement, l'Etablissement prendra soin de prévenir dans les plus brefs délais :

➤ **l'exploitant du réseau d'assainissement et de la station d'épuration, VEOLIA EAU :**

- Monsieur David VERHILLE, Directeur des Exploitations CŒUR D'ARTOIS
- Monsieur Pierre DERNONCOURT, Responsable du Service Assainissement de l'Agence CŒUR D'ARTOIS

téléphone: 03.21.79.12.12

télécopie: 03.21.42.26.65

N° d'astreinte      téléphone: 0810.10.88.01  
**seulement en cas d'urgence**

➤ **la Collectivité, la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN-CARVIN :**

- Service Exploitation et Usagers

téléphone: 03.21.79.13.79

télécopie: 03.21.49.74.88

Il sera précisé, outre l'identité du correspondant et de l'Etablissement :

- la date et l'heure du début et/ou de la fin du déversement accidentel
- la nature du produit évacué et la quantité
- les risques encourus pour les personnes, les matériels ou les ouvrages de traitement en contact avec le produit ainsi que les réactions éventuelles avec les autres effluents
- les dispositions prises pour enrayer le déversement et/ou en limiter les conséquences
- les autres organismes prévenus ou à prévenir (sapeurs-pompiers, DREAL, services de police,...)
- ainsi que tout autre renseignement susceptible d'être utile à une maîtrise rapide et efficace de cet à-coup de pollution dans les ouvrages de transport et de traitement des effluents.



## BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION PAR LA PREFECTURE

Organisme : CA Henin Carvin

Utilisateur : Lahaise

### Paramètre de la transaction

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Arretes reglementaires
Numéro de l'acte:	DELTA3
Date de la décision:	2015-05-21 00:00:00+02
Objet:	Arrêté autorisant le déversement des eaux usées non domestiques de l'Etablissement DELTA 3 sur la Commune de Dourges dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération Henin-Carvin
Classification matières/sous-matières:	8.8.1
Identifiant unique:	062-246200299-20150521-DELTA3-AR

### Fichier de vie de la transaction

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
062-246200299-20150521-DELTA3-AR-1-1_0.xml	text/xml	1131
nom original:		
15 309.pdf	application/pdf	1845076
nom de métier:		
062-246200299-20150521-DELTA3-AR-1-1_1.pdf	application/pdf	1845076
nom original:		
annexes.pdf	application/pdf	1143678
nom de métier:		
062-246200299-20150521-DELTA3-AR-1-1_2.pdf	application/pdf	1143678

### Cycle Contenu dans l'archivage

Etat	Date	Message
Posté	22 mai 2015 à 09h50min37s	Dépôt initial
En attente de transmission	22 mai 2015 à 09h55min16s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	22 mai 2015 à 09h55min33s	Transmis au MIAT
Acquittement reçu	22 mai 2015 à 10h00min11s	Recu par le MIAT le 2015-05-22